

Arrêté
concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
(abrogé le 2 décembre 2014)

du 21 décembre 1982

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 2 et 3 du décret du 3 juillet 1980 concernant les allocations de renchérissement versées aux magistrats, fonctionnaires et enseignants de la République et Canton du Jura¹,

vu l'arrêté du Gouvernement du 2 septembre 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie²,

considérant que l'indice OFIAMT a atteint 124,7 points en décembre 1982,

considérant que la condition d'octroi d'une allocation de renchérissement se trouve ainsi réalisée,

arrête :

Article premier ¹ Une allocation de renchérissement de 2,1 % est versée, dès janvier 1983, aux magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura.

² Ajoutée aux allocations octroyées dès janvier 1981, cette allocation compense le renchérissement total de 17,4 % enregistré à partir de l'indice 106,2 OFIAMT.

Art. 2 L'allocation qui précède ne s'applique pas aux agents de poursuite, aux chefs de section, aux officiers de l'état civil, aux stagiaires et aux apprentis.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 21 décembre 1982

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Boillat
Le chancelier : Joseph Boinay

¹[RSJU 173.413](#)

²[RSJU 173.413.11](#)